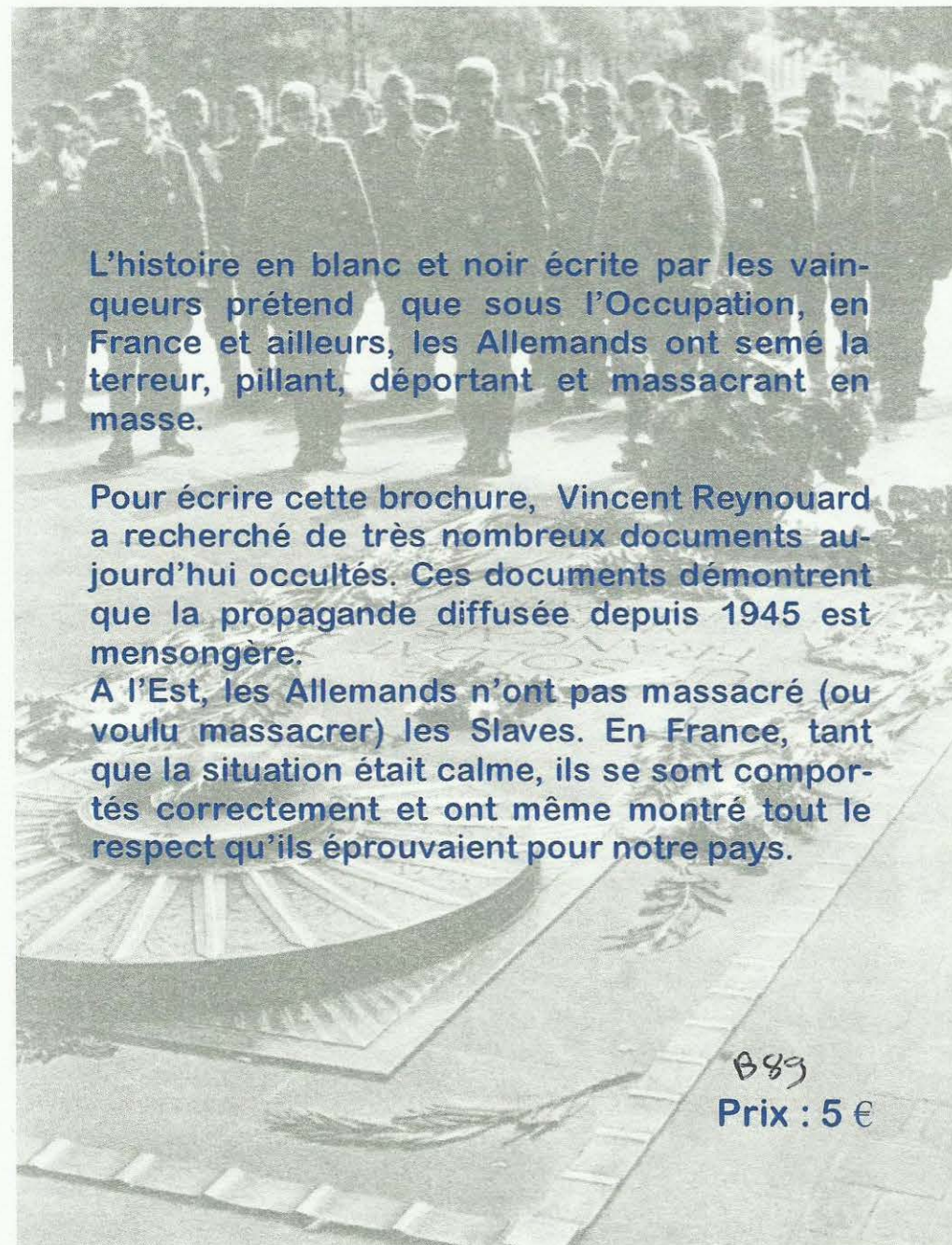


LE BON COMPORTEMENT DES ALLEMANDS SOUS L'OCCUPATION



L'histoire en blanc et noir écrite par les vainqueurs prétend que sous l'Occupation, en France et ailleurs, les Allemands ont semé la terreur, pillant, déportant et massacrant en masse.

Pour écrire cette brochure, Vincent Reynouard a recherché de très nombreux documents aujourd'hui occultés. Ces documents démontrent que la propagande diffusée depuis 1945 est mensongère.

A l'Est, les Allemands n'ont pas massacré (ou voulu massacrer) les Slaves. En France, tant que la situation était calme, ils se sont comportés correctement et ont même montré tout le respect qu'ils éprouvaient pour notre pays.

B89
Prix : 5 €

Vincent Reynouard

**LE BON COMPORTEMENT
DES ALLEMANDS
SOUS L'OCCUPATION**

Les Mémoires au Bois Dormant

Bâle (Suisse)
Mai 2009

Un lecteur occasionnel nous a envoyé une lettre dont nous publions ci-dessous le passage le plus important.

A l'équipe de *Sans Concession*,

[...]

Jean-Marie Le Pen a prétendu qu'en France, l'occupation allemande entre 1940 et 1944 « *n'a pas été particulièrement inhumaine* ». Je sais que l'équipe de *Sans Concession* défend cette thèse et que Vincent Reynouard a soutenu le président du Front national en publiant une étude sur la Gestapo.

Mais tout de même, j'ai lu que de 1940 à 1944, 2,5 millions de Français avaient été déportés vers l'Allemagne. Sur 40 millions, cela fait plus de 6 %, soit un Français sur seize environ qui, d'une façon ou d'une autre, a été victime de l'occupant.

Vous comprendrez donc que, sur ce point au moins, je vous signifie mon désaccord. On peut dire ce que l'on veut de la Gestapo, les chiffres globaux sont là, qui parlent d'eux-mêmes.

[...]

Voici la réponse que Vincent Reynouard :

Cher Monsieur,

Je réponds à votre lettre, et plus particulièrement au passage qui concerne les propos de Jean-Marie Le Pen sur l'Occupation. Cette réponse aurait pu tenir en quelques lignes. Cependant, soixante après la défaite de l'Axe, la déformation des esprits est telle que je ne souhaite rien avancer qui ne soit étayé par des documents. D'où ces longs passages qui pourront apparaître comme des digressions mais qui permettent de soulever un coin du voile recouvrant de nombreuses vérités sur l'histoire de l'Occupation.

N'ayant pas sous les yeux l'article où vous avez vu l'estimation que vous avancez, je ne puis rien dire à son sujet. Je pense toutefois que vous avez dû le lire trop vite ou que vous vous êtes contenté de lire un titre accrocheur. Ce ne serait pas la première fois qu'une telle manchette paraît. Le 8 août 1945, le quotidien *Le Monde* titra en page 6 : « Plus de 2 200 000 Français ont été en quatre ans prisonniers ou déportés ». Cette affirmation en gros caractères laissait croire au lecteur inattentif que, sous l'Occupation, des centaines de milliers de Résistants avaient été arrêtés puis déportés, confirmant ainsi la thèse de la « barbarie allemande ». Mais l'étude plus attentive de l'article montrait que pour parvenir à ce total impressionnant, les auteurs avaient additionné les effectifs suivants (en chiffres ronds) :

- 1 371 000 prisonniers de guerre au 25 juin 1940 ;
- 707 000 travailleurs requis (STO) partis entre le 1^{er} juin 1942 et le 12 août 1944 ;
- 175 000 déportés « pour des raisons politiques ».

À l'époque, aucune estimation n'avait pu être établie concernant les juifs déportés*. Aujourd'hui, on parle de 76 000. Admettons. On arrive alors à 251 000 déportés politiques ou raciaux.

La conclusion est évidente : laisser accroire qu'il y aurait eu environ 2,5 ou même 2,2 millions de déportés à partir de la France entre 1940 et 1944 est un mensonge éhonté. On lui donne un semblant de réalité en ajoutant de façon illégitime les effectifs de différentes catégories de gens partis pour l'Allemagne. En vérité, il y a eu dix fois moins de *vrais* déportés que les titres accrocheurs ne laissent entendre. Les autres étaient des prisonniers de guerre ou des requis pour le travail en Allemagne.

Certes, dans son article d'août 1945, *Le Monde* qualifiait les STO de « déportés » : « 706 795 travailleurs ont été déportés en quatre "levées Sauckel" ». Mais cette façon de présenter les choses est très malhonnête : j'ai démontré ailleurs que les gens partis dans le cadre du STO ont été traités comme des ouvriers à part entière ; ils étaient libres d'aller et de venir en dehors des heures de travail, ils étaient payés comme les autres ouvriers, ils bénéficiaient d'assurances et de congés payés**.

J'ajoute qu'une grande partie d'entre eux travaillaient dans des usines qui avaient bénéficié des formidables avancées sociales enregistrées depuis l'arrivée des nationaux-socialistes au pouvoir. En 1942, une Française par-

* « ce chiffre ne comprend pas celui des déportés israélites, pour lesquels aucun chiffre n'a pu être découvert, ni du côté français, ni du côté allemand » (voy. *Le Monde*, 8 août 1945, p. 6).

** Voy. V. Reynouard, *Le travail obligatoire en Allemagne : ce que l'on cache cinquante ans après* (éd. VHO, 2000).

tie travailler en Allemagne fut interrogée sur le métier qu'elle exerçait dans le Reich. Elle répondit :

Je ne puis vous donner beaucoup de détails à ce sujet, mais, néanmoins, je peux vous certifier que le travail était facile, peu fatigant. Dans ces immenses et salubres ateliers clairs, et aérés, peu comparables à bon nombre de ceux en France ; c'était un véritable plaisir que de s'adonner à la tâche qui nous était confiée*.

Plus important encore. Sachant que depuis 1933, l'Allemagne dynamique avait équipé ses ateliers de machines entièrement nouvelles, une partie des ouvriers étrangers venus (volontairement ou non) travailler dans le Reich suivaient des cours afin de se perfectionner**. Le 28 janvier 1944, *Paris-Soir* écrivit :

des cours sont organisés par le front allemand du travail, ce qui permet de transformer les ouvriers non formés en spécialistes et les spécialistes en maître sous la direction d'un personnel enseignant uniquement français [pour les Français]***.

De ce fait, dès leur retour en France, et surtout après la guerre, lorsque l'industrie française possédera de nouvelles machines, ils pourront alors occuper un rang digne de leurs connaissances acquises et gagner plus que ceux qui ne seront pas accoutumés aux exigences de la technique moderne [Id.].

Afin que l'ouvrier puisse plus tard prouver ses aptitudes, en février en 1944, le plénipotentiaire à la main-d'œuvre, Fritz Sauckel, créa officiellement le « Carnet de

* Voy. *Foyer Travail*, n°2, juin 1942, p. 3.

** Pour la région de Berlin, *L'Echo de Nancy* parlait en décembre 1944 de 20 % d'ouvriers qui suivaient des cours de perfectionnement (voy. *L'Echo de Nancy*, 8 décembre 1944, p. 2).

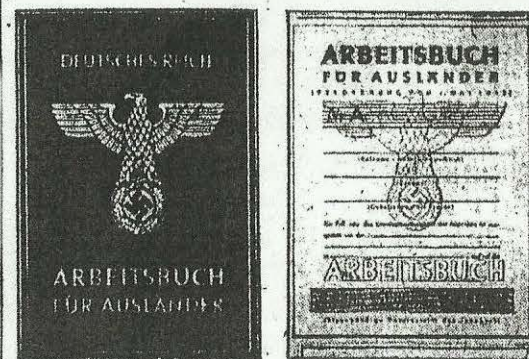
*** Voy. *Paris-Soir*, 28 janvier 1944, p. 1.

travail allemand pour les travailleurs étrangers ». Calqué sur le livret militaire et remis à chaque ouvrier étranger à la fin de son engagement, ce Carnet retraçait son parcours professionnel suivi dans le Reich et les progrès accomplis dans le domaine de la formation. Dans la *Pariser Zeitung*, Friedrich Didier, de la délégation générale allemande pour la main d'œuvre, écrivit :

Les travailleurs étrangers qui, au cours de cette guerre, ont travaillé dans une entreprise industrielle ou agricole allemande auront, de cette manière, un certificat prouvant qu'ils ont travaillé à la fabrication d'armes et de machines les plus modernes ou se sont mis au courant des méthodes les plus perfectionnées de l'économie agricole. En outre, il est certain que, pour ces ouvriers étrangers, le carnet de travail constituera un témoignage de qualité de la plus haute valeur et que, en temps de paix, il sera une garantie de leur avancement. C'est ainsi qu'en Allemagne, ils

Le « Carnet de Travail » destiné à ceux qui travaillaient en Allemagne sous l'Occupation. Il devait servir après la guerre à prouver l'expérience acquise par les ouvriers dans la branche où ils avaient travaillé (*Paris-Soir*, 8 février 1944, p. 1).

Les lettres de noblesse du travailleur européen



Les clichés ci-dessus représentent le livret de travail que le Gauleiter Sauckel vient d'instituer pour les travailleurs étrangers dans le Reich.

Ce livret pourrait aussi bien s'appeler le livret du mérite. En effet, non seulement il permettra, après guerre, de faire la preuve de l'effort fourni pour l'Europe, mais encore, à l'exclusion de toute notation négative de l'employeur, ce livret attestera la capacité professionnelle de son propriétaire et l'effort de perfectionnement technique que celui-ci aura accompli pendant son passage dans les usines allemandes.

auront eu l'occasion inespérée de devenir, sous la conduite de maîtres émérites, des spécialistes de première force. [...]

Le carnet de travail prouve que, tandis que les soldats de tous les pays européens combattent comme volontaires à côté de leurs camarades allemands pour la justice humaine et sociale avec, comme mot d'ordre : « L'Europe aux Européens », les ouvriers de ces mêmes nations ont contribué pour une part non moins appréciable à l'obtention de la victoire et à la conservation de la civilisation européenne, de la science et des efforts européens.

Cette guerre ayant montré qu'on se battait non seulement sur les champs de bataille, mais encore dans le domaine du travail pour une augmentation constante de la production, le carnet de travail allemand en acquiert une valeur toute particulière pour l'ouvrier étranger.

Ce carnet de travail que le Gauleiter Sauckel a demandé à son administration d'accorder aux travailleurs européens en hommage de leur bonne volonté et de leur compréhension pour les questions de la nouvelle Europe, ne sert pas uniquement à égaliser les situations dans le sens de la justice. Il est, en outre, une preuve que l'ordre européen s'accomplit.

Lorsque viendra le jour où le soleil brillera dans un ciel sans nuage au-dessus de l'Europe, le carnet de travail allemand que, à la fin de son contrat, l'ouvrier européen rapportera dans son pays, prendra encore plus d'importance. Mais dès aujourd'hui, il prouve la fidélité, le sens du devoir, la largeur des vues politiques et l'énergie de leur possesseur*.

Ce texte appelle deux remarques (la deuxième découlant de la première) :

1°) On est loin de l'Allemagne qui, après la guerre, aurait eu la volonté d'écraser les peuples d'Europe sous sa botte. Certes, personne ne peut nier qu'il y a eu, dans le Reich, des pangermanistes fanatiques, rêvant d'une hégémonie allemande sans bornes. De même, personne ne nie que, dans la violence d'une guerre à mort, Hitler a pu

* Cité par *Paris-Soir*, 8 février 1944, p. 1.

prendre des décisions regrettables, manifestement contraire aux intérêts des peuples occupés (ce qui ne violait pas nécessairement les préceptes du Droit international [1]). Mentionnons par exemple la nomination d'Erich Koch comme Commissaire du Reich en Ukraine. Son tempérament très impulsif [2] lui fit adopter une politique très critiquable [3]. Gardons-nous cependant d'en déduire qu'à partir de juin 1941, les Allemands auraient mené une politique visant à exterminer les Slaves considérés comme des « sous-hommes ». Il est vrai qu'à Nuremberg, l'Accusation a invoqué « les directives données par Himmler, en 1941, sur l'anéantissement de 30 000 000 de Slaves » [4]. Mais ces prétendues directives n'ont jamais été retrouvées, ni même montrées sous forme de copie. Pour en affirmer l'existence, l'Accusation s'appuyait sur le témoignage d'un ancien général des Waffen SS, Erich von dem Bach-Zelewski, qui prétendait avoir entendu Himmler parler à Weselsburg de l'anéantissement de 30 millions de Slaves [5]. Cependant, les

(1) : « Si un danger menace les intérêts vitaux de l'État, celui-ci peut, à condition qu'ils soient prépondérants, les protéger moyennant une atteinte aux intérêts légitimes de tiers. Les juristes qui contestent l'application de force majeure au Droit international — ils représentent une minorité — accordent eux-mêmes à l'État menacé le "droit à sa conservation" et avec lui celui de "faire face aux nécessités de l'État, même aux dépens des intérêts légitimes d'autres États" » (Maître Seidl, avocat de Hans Frank à Nuremberg ; *TMI*, XVIII, 162).

(2) : « J'ai considéré Koch comme ayant un tempérament très impulsif, très hésitant » (Alfred Rosenberg à Nuremberg ; *TMI*, XI, 558).

(3) : Sur la façon dont E. Koch a administré l'Ukraine et sur les plaintes dont il fut l'objet, voy. *TMI*, XI, pp. 490 et suivantes.

(4) : Voy. *TMI*, IX, 682, l'interrogatoire d'Hermann Göring par le procureur général soviétique Rudenko.

(5) : « COLONEL POKROVSKY. — Vous avez dit que les Allemands avaient l'intention d'anéantir la population slave dans le but de ré-

déclarations d'un homme qui avait entendu un homme dire que... n'avaient guère de valeur. Interrogé sur cette affaire, H. Göring parla d'une « *absurdité* »* et s'expliqua ainsi :

ACCUSÉ GÖRING. — Himmler n'a jamais donné d'ordres pour l'anéantissement de 30 000 000 de Slaves. Le témoin [Bach-Zelewski] a dit qu'il a fait un discours en ce sens, que 30 000 000 de Slaves devaient être exterminés. Si Himmler avait donné un tel ordre *de facto* et s'il avait suivi la règle, il aurait été obligé de demander son accord au Führer — non pas le mien — et Hitler aurait certainement déclaré que c'était une chose impossible.

GÉNÉRAL RUDENKO. — Je n'ai pas dit que c'était un ordre ; j'ai dit que c'était une directive de Himmler. Par conséquent, vous admettez ou plutôt vous déclarez que Himmler pouvait donner de telles instructions dans en référer auparavant à Himmler.

ACCUSÉ GÖRING. — Je souligne que de telles instructions n'auraient pas pu être données par Himmler et je ne connais pas une telle instruction émanant de lui ; et il n'est pas question ici de directive non plus.

GÉNÉRAL RUDENKO. — Je répète une fois de plus ma question : n'est-il pas vrai que les ordres et les directives de l'OKW sur le traitement à imposer à la population civile et aux prisonniers de guerre des territoires occupés de l'URSS faisaient partie d'un plan général pour l'extermination des peuples slaves ? Voilà ce que je veux savoir.

ACCUSÉ GÖRING. — Nullement. A aucun moment, une directive n'a été donnée par le Führer, ou par qui que ce soit que je connaisse, pour l'extermination des Slaves [TMI, IX, 682-3].

duire le nombre de ces Slaves à 30 000 000. D'où avez-vous pris ce chiffre et cet ordre ? TÉMOIN VON DEM BACH-ZELZWSKI. — Je ne dis pas de réduire la population à 30 000 000, mais de 30 000 000. Himmler le mentionna dans son discours de Weselsburg » (TMI, IV, 503).

* « je n'ai aucune connaissance de cette absurdité » (TMI, IX, 682).

Incapable de produire le moindre document qui aurait démontré l'existence de ce « plan général » d'extermination — et pour cause, contre-interrogé par la défense, E. von dem Bach-Zelewski admit « *qu'il n'existait aucun ordre écrit à cet effet* »* —, le procureur soviétique n'insista pas.

Quelques semaines plus tard, enfin, le général Jodl porta le coup de grâce à la thèse selon laquelle les Allemands auraient voulu (et commencé à) massacrer les Slaves en déclarant avec bon sens :

Quant à l'anéantissement des Slaves, je ne puis que constater que les Slaves qui ont été tués dans des combats partisans [comprenez : les civils tués en URSS] représentaient tout au plus 1/20^e ou 1/30^e de ceux qui sont tombés ou ont été blessés dans les grandes batailles régulières de l'Armée soviétique. Ce chiffre ne peut donc pas entrer en ligne de compte. Par conséquent, c'est un point de vue tout à fait erroné [TMI, XV, 426.].

Notons d'ailleurs que, dans le jugement final rendu le 1^{er} octobre 1946, on ne trouve aucune mention d'un ordre ou d'une quelconque directive d'Himmler pour l'extermination de 30 000 000 de Slaves (TMI, I, 244-251).

J'ajoute que de nombreux documents laissés par l'Histoire confirment l'inanité de la thèse selon laquelle les nationaux-socialistes auraient considéré les Slaves comme des sous-hommes à réduire en esclavage, voire à exterminer.

* « PROFESSEUR Dr EXNER [avocat du général Jodl] — Pouvez-vous me citer des ordres que vous avez reçus des autorités militaires ayant trait à la destruction de millions de Slaves ? TÉMOIN VON DEM BACH-ZELEWSKI. — J'ai déjà répondu à cette question en disant qu'il n'existait aucun ordre écrit » (TMI, IV, 505).

En 1943, par exemple, le groupe des Armées du Centre fit réimprimer les « dix commandements » du soldat allemand en les adaptant à la guerre de Russie. On lisait :

1. Ayez soin de toujours préserver votre autorité vis-à-vis de vos subordonnés. Ne soyez pas arrogant. Le Russe reconnaît facilement la fausse autorité [...]. L'autorité réelle provient d'aptitudes supérieures et d'une conduite exemplaire.

2. Soyez justes ! Vous devez être sévères mais justes [...]. Le Russe ne hait rien autant que l'injustice. C'est notamment un excellent travailleur. S'il est traité de façon décente, il travaille avec ardeur et durement. Il est intelligent et apprend facilement [...].

3. Félicitez le Russe s'il travaille bien ! S'il n'est pas récompensé, le Russe perd vite son ardeur au travail. De petits cadeaux et des récompenses spéciales opèrent souvent des miracles quand ceci est justifié et si on en donne les raisons.

4. Évitez de battre des Russes. Le Russe a son amour-propre auquel il attache du prix. Si vous le battez, il ne l'oubliera jamais [...].

5. Évitez toute expression qui laisserait supposer aux Russes que les Allemands appartiennent à une race qui leur est supérieure ! Les Russes et en particulier, les Russes Blancs, les Ukrainiens et les Grands Russiens au nord, appartiennent à la famille des Aryens et ils ont du sang de Viking dans les veines, ils en sont fiers. Le Russe sait que, sous de nombreux aspects, il n'a pas encore atteint le niveau culturel de l'Europe occidentale qu'il s'efforce d'atteindre depuis des siècles non sans succès parfois. Il serait grandement offensé si on le considérait comme un être humain de seconde catégorie ou comme un « peuple colonial ». La propagande des partisans insiste sur le fait que les Allemands veulent réduire les Russes en esclavage et les « colonialiser ». Ne méprisez pas les Russes en tant que peuple ou individu parce qu'étant donné le climat dans lequel ils vivent, ils s'habillent mal et de façon uniforme et parce qu'ils sont fréquemment en haillons par suite des exigences du régime soviétique et des conséquences de la guerre.

6. Respectez les femmes et les jeunes filles russes comme vous le feriez des femmes et des jeunes filles de chez nous.

7. Ne cherchez pas à vous procurer individuellement ce dont vous avez besoin et évitez les réquisitions arbitraires. De tels actes sont interdits. Ils donnent aux Russes l'impression qu'ils n'ont plus aucun droit, ce qui ne peut manquer de les aigrir [...].

8. Dans vos conversations avec les Russes, faites toujours une différence entre eux et les Bolcheviques. [...] Les Russes doivent être traités très sévèrement mais avec justice et dignité.

9. Faites preuve d'une grande réserve en matière de religion. Il faut donner aux Russes une liberté de culte absolue. Vous n'avez pas le droit d'exercer une pression dans un sens ou dans un autre. Tout empiètement dans le domaine religieux est une cause de désordre et un manque de respect, et ne peut que nuire à notre réputation.

10. Traitez les Russes décemment et sans nervosité, vous obtiendrez beaucoup plus ainsi que par des cris et des menaces. Aucun Russe ne supporte les cris et les hurlements [...]. Le Russe comprend souvent peu l'allemand et ce n'est pas en criant et en hurlant que notre langue deviendra plus compréhensible pour lui, au contraire !*

Le 6 mai 1944, dans une directive, les autorités allemandes recommandèrent aux soldats d'entretenir de bons rapports avec la population, afin de faciliter la lutte contre les partisans :

L'attitude de la population a une grande importance dans le combat contre les bandes. Celles-ci ne peuvent pas vivre longtemps au milieu d'une population qui entretient de bonnes relations avec nous... L'administration doit en tenir compte et amener les populations de notre côté en les traitant avec justice, en les éduquant comme il convient et en les gouvernant suivant un plan établi à l'avance.

* Voy. G. Aubrey Dixon et Otto Heilbrunn, *La guerre sur le front russe. Guérilla et contre guérilla*. Préface du général de corps d'armée Sir Reginald F.S. Denning (éd. Charles-Lavauzelle & Cie, Li-moges-nancy, 1956), pp. 143-4.

Le but doit être le suivant : amener les paysans à défendre eux-mêmes leur propriété, contre les bandits. Pour cela, ils pourront être armés par nos soins et recevoir une aide technique si l'on est certain de pouvoir compter sur eux [*Ibid.*, p. 133].

Cette méthode avait déjà été adoptée en Crimée où les bandes de partisans, cachées dans des réduits montagneux inexpugnables, pillaient les villages tartares afin de se ravitailler. A Nuremberg, le maréchal von Manteuffel déclara :

Nous ne pouvions les approcher, parce que nous n'avions pas de troupes de montagnes. Il ne nous restait plus qu'à tenter d'affaiblir ces bandes en leur interdisant l'accès des villages tartares qu'ils pillaient pour se procurer des vivres. C'est dans ce but que nous avons donné des armes aux Tartares, aussi pour savoir si nous pouvions compter sur la loyauté des habitants [...]. De même ils ont coopéré au dépistage des dépôts de vivres des partisans [*TMI*, XX, 663].

Plus tard, le général allemand Franz von Roques forma une police locale armée pour protéger la population civile. Elle était appelée EKA (Einwohnerkampfabteilung) ou détachement de combat indigène. Une autre unité indigène portait le nom d'« unité de protection des fermes ». D'après certains rapports, elle aurait tué 137 partisans en ne perdant que cinq des siens*.

Dans son livre témoignage sur la guerre à l'Est, Marc Augier constate que le paysan russe était plus heureux sous l'occupation allemande que sous le joug des Soviétiques :

Le paysan russe est-il plus heureux depuis la conquête allemande qu'au temps des Soviétiques ? Je réponds sans hésiter : beaucoup

* G. Aubrey-Dixon et O. Heilbrunn, *op. cit.*, p. 104.

plus. D'abord, la contrainte politique a disparu. Ensuite le Commissariat du Reich pour les territoires occupés à l'Est multiplie ses avances à la paysannerie... Défense à la troupe de piller... Défense de réquisitionner sans motif d'urgence grave, etc. Le starost [maire désigné par l'occupant] est considéré, écouté comme un homme de bon conseil s'il a donné des garanties de loyalisme [...]. Le paysan manque, sans doute, depuis l'invasion, de pétrole, de sel, de chaussures, de quincaillerie et d'instruments aratoires modernes, mais les Allemands font de réels efforts pour remettre en état les machines agricoles et assurer la fourniture de machines neuves*.

A la même époque, sous le titre : « Impression de Russie », le légionnaire français Jean Louis écrivit :

Nous allons, si vous le voulez bien, essayer de comprendre pourquoi les Russes de la Russie occupée — celle qui doit être intégrée dans la communauté européenne — sont heureux de ce que les « super-patriotes » de chez nous appellent le « joug allemand ».

En voici la première raison. Le matin, et j'ai pu le constater souvent de la porte de mon isba — toute la famille salue d'abord son Créateur et ensuite, spontanément, son libérateur : son Créateur, Dieu, personnifié par les icônes qui, depuis l'occupation par les troupes allemandes, ont été réintégrées dans leurs toiles brodées, à l'angle de l'isba. Voici déjà un premier sujet de reconnaissance. Le peuple russe, très attaché à ses croyances, est heureux de pouvoir prier à nouveau.

Les popes, eux aussi, ont été réinstallés dans leurs églises, dans chaque village. A chaque cérémonie, le peuple se presse en foule**.

La famille salue ensuite le libérateur Adolf Hitler, dont le portrait — demandé par les paysans aux services de P.K. — est ac-

* Voy. Marc Augier, *Les Partisans* (éd. Denoël, 1943), p. 93.

** A Nuremberg, Hermann Göring raconta : « J'assistai à la consécration de la plus grande église [de Vinitza] qui, pendant des années, avait servi d'entrepôt et qui, sous l'administration allemande, fut rendue au culte. » (*TMI*, IX, 377) [N.d.A.].

croché vis-à-vis de l'icône. Il est salué évidemment le bras levé et la main ouverte, car ce peuple, dont l'hospitalité proverbiale a été pour nous une révélation, n'a jamais pu comprendre le geste de haine [...] qu'est le point fermé.

La deuxième raison, qui a aussi son importance, est une question d'alimentation. [...] Maintenant, avec l'occupation, et par suite du partage des terres qui ont été rendues au paysan, chacun de ceux-ci conserve la totalité de sa récolte et peut manger à sa faim. [...]

Il faut souligner aussi que l'occupation a mis fin à l'exploitation dont ils étaient les victimes. Les autorités allemandes leur laissent toute latitude de se gouverner eux-mêmes, sous la direction de leur staroste : celui-ci, véritable maire du village, est seul responsable vis-à-vis de l'autorité supérieure. Si ses administrés sont mécontents de lui, il leur est toujours loisible de s'en plaindre et le staroste est alors immédiatement changé.

Voici maintenant les effets tangibles de la reconnaissance des Russes vis-à-vis de l'occupant. [...] il faut constater que de nombreux Russes demandent à s'engager dans l'armée allemande, à titre de légionnaires. Nous avons combattu sur le front central avec des légionnaires russes du bataillon « Volga », soldats très courageux qui ont rempli vaillamment les obligations prises par eux, en toute liberté. D'autre part, les engagements affluent chaque jour dans les légions ukrainiennes, géorgiennes, turkestanaises [...]*.

Rappelons d'ailleurs que, vers la fin, de nombreux civils suivirent les armées allemandes lorsque celles-ci retraitèrent. A Nuremberg, Alfred Rosenberg souligna :

[...] lors de la retraite, des centaines de milliers d'Estoniens et de Lettons demandèrent à être transférés dans le Reich et, à la vérité, nombre d'entre eux y arrivèrent [TMI, XI, 505-6.].

Dès 1943, *La Gerbe* avait parlé de ces populations qui suivaient les soldats allemands. Dans sa livraison du 1er avril 1943, sous le titre « l'exode », on lisait :

* Voy. *Le Lien*, n° 4, janvier 1943, p. 3.



Tous les blessés et les fugitifs qui ne disposent pas de moyen de transport, sont dirigés vers une station de la ligne de chemin de fer, d'où ils seront évacués plus loin



1943 ; plutôt que d'attendre les « libérateurs » soviétiques, des populations ukrainiennes préfèrent suivre les Allemands dans leur retraite (*Der Adler*, 28 déc. 43, p. 739).

Il y a quelques semaines, sous des tempêtes de neige, l'armée allemande du Caucase exécutait un repli stratégique [...]. Derrière elle c'était un spectacle tragique. D'innombrables points noirs piquaient les cimes neigeuses des montagnes. D'immenses troupeaux de bétail, des milliers de chevaux, des dizaines de milliers de moutons et de chèvres qui émigraient. Une nombreuse caravane de gardiens de bêtes, de paysans et de paysannes les accompagnait.

Toute une population suivant les troupes du Reich pour éviter de retomber sous le joug soviétique. Femmes, vieillards de toute origine : Arméniens, Russes, Grecs, Balkars, épuisés, fourbus par cet effroyable exode sur les routes gelées n'avaient qu'une idée : fuir le paradis bolchevique [...]*.

Dans ses mémoires, le maréchal von Manstein écrit à propos de la région du Dniepr :

[...] une grande partie de la population se joignit volontairement à notre retraite pour échapper aux autorités soviétiques très redoutées. Les gens partirent en longues colonnes, analogues à celles que nous connûmes ultérieurement en Allemagne, les armées leur apportant toute l'aide possible. Des dispositions avaient été prises pour les recevoir de l'autre côté du Dniepr. Ils purent emporter tout ce qui était transportable, même leurs chevaux et leur bétail**.

Sans doute répondrez-vous que je suis hors-sujet, puisque votre lettre concerne la France, pas les pays de l'Est. J'en reviens donc à la France et je vous invite donc à sortir des sentiers battus en vous intéressant tout d'abord à la façon dont les Allemands sont arrivés chez nous en mai-juillet 1940. A supposer qu'ils aient été abreuvés pendant six ans de propagande haineuse contre un ennemi à détruire impitoyablement, on aurait enregistré de nombreux excès. Mais c'est le contraire qui advint. « *Vous ne pouvez pas savoir comme j'avais peur de ces gens-là, raconta peu après une femme qui fuyait avec un groupe paniqué. C'est le diable en personne que je voyais arriver* »***. A Montargis, son groupe fut finalement rattrapé par des Allemands :

* Voy. *La Gerbe*, 1^{er} avril 1943, p. 2.

** Voy. Erich von Manstein, *Victoires perdues* (éd. Plon, 1958), pp. 383-4.

*** Voy. *La Gerbe*, 18 juillet 1940, p. 1.

Je me suis faite toute petite ; j'ai serré contre moi ma petite Colette qui pleurait : « Oh ! Maman ! Qu'est-ce qu'ils vont me faire ? »

Les Allemands étaient à bicyclette. Ils chantaient. Nous, les militaires, les civils, on s'est tous arrêtés, on a tous levé les bras ! Eux ont crié : « Camarades, camarades. Armistice signé. » [*Id.*].

Cas isolé ? Nullement. Lisez le reportage de Jean de la Hire sur les évacuations de juin 1940*, lisez *L'Exode sur les routes en l'an 40* de Nicole Ollier (éd. Robert Laffont, 1969). Lisez *La guerre du mensonge* de Paul Allard (Les Éditions de France, 1940)... Tous confirment le témoignage de cette femme.

J'irai même plus en loin en soulignant que, s'ils avaient voulu se venger, les Allemands n'auraient même pas eu besoin de commettre des excès. Ils n'auraient eu qu'à laisser les autorités belges et françaises s'occuper des huit millions de réfugiés qui, victimes du « bourrage de crâne », avaient fui l'avance allemande dans le plus complet désordre, croyant qu'un nouvel Attila fondait sur eux. Une Française, Odette de Puigaudeau, qui se trouvait sur les routes de l'exode, se souvient :

Par milliers arrivaient en longues files silencieuses des vieillards à bout de forces, des malades, des bébés pleurant un biberon, des enfants qui n'avaient pas mangé depuis plusieurs jours. Ils voulaient rentrer chez eux. Pas de trains, ni de camions. Autour des gares, ils s'affalaient, le désespoir aux yeux, sur leurs misérables bagages [...].

Les Œuvres ? A peu près désertes. Les cantines, les gîtes possibles ? Fermés pour la plupart. Les administrations ? Désorganisées. Trop d'hôpitaux à l'abandon.

Quelques personnes, de cœur et de tête, des assistantes sociales, une poignée de dames de la Croix-Rouge, qui avaient tenu bon

* J. de la Hire, *Le Crimes des Évacuations. Les horreurs que nous avons vues* (éd. Tallandier, 1940).

au vent de panique, des auxiliaires s'efforçaient de parer au plus pressé.

La marée de misère montait chaque jour*.

S'ils avaient dû attendre le secours des autorités françaises, beaucoup seraient morts de faim, de fatigue, de maladie et du manque de soins. Ils durent la vie à la National Sozialistische Volkswohlfarth (NSV), c'est-à-dire à l'Organisation nationale-socialiste pour le Bien public qui « *marcha[a] littéralement sur les talons de l'armée, dispensant ses collaborateurs, jetant hâtivement les bases de son organisation* »**. O. Puigauveau poursuit :

Soudain, on annonça un train routier, un long train de camions pleins de vivres, d'abris démontables, de matériel, de médicaments : il portant un nom difficile à dire : « *Hilfzug Bayern* ». Fallait-il donc qu'en France, le secours nous vint d'un pays en guerre, d'un pays ennemi, et de si loin ?

On vit s'arrêter sur les places publiques des cuisines roulantes ; des hommes et de jeunes femmes en uniformes bruns, avec la tache rouge et noire de la croix gammée au bras, remplissaient des gamelles et distribuaient des boîtes de lait. On raconta qu'en province, on construisait des baraquements pour les réfugiés du Nord. Des trains et des camions de rapatriement commençaient à partir. La NSV s'était mise au travail***.

Le « *Hilfzug Bayern* » (Train se secours bavarois) était arrivé à Dunkerque :

il y distribua quotidiennement des repas chauds et froids à 15 000 personnes. Avec ses 142 voitures motorisées et ses 5 wagons, il pérégrina alors à travers le nord de la France. La partie motorisée s'attarda surtout à Lille et à Reims et y distribua 100 000 repas par jour, tandis que la partie stationnaire se fixait

* Voy. *La Gerbe*, 23 janvier 1941, p. 6.

** Voy. *Les Hommes au Travail*, 8 octobre 1942, p. 10.

*** Voy. *La Gerbe*, 23 janvier 1941, p. 6.



Juin 1940 : la NSV (allemande) vient au secours des réfugiés belges et français...

à Pantin et y servait au total 200 000 repas chauds et froids par jour. Les repas étaient servis par des hommes de la NSV, les femmes enceintes, les jeunes mamans et les familles nombreuses étant privilégiées. Pendant plusieurs semaines, 22 infirmières allemandes, 28 assistantes sociales allemandes et des infirmières françaises travaillèrent inlassablement dans un centre d'accueil où il y avait en permanence 4 000 à 6 000 réfugiés. Chaque centre de la NSV avait sa cuisine propre, une infirmerie, une laverie, une pièce où étaient soignés les bébés, un dortoir, etc. Dans la mesure du possible, la Croix-Rouge française mit des langes à la disposition de la NSV*.

Contrairement à ce que certains pourront croire, la NSV ne distribuait pas des vivres venus d'Allemagne ; elle récupérait ce qui avait été abandonné en France dans la fuite éperdue. C'est ainsi qu'au Havre :

* Voy. *Les Hommes au Travail*, déjà cité.

la NSV mit la main sur les plus grandes réserves de vivres et en dépit des destructions faites dans le port. Elle parvint à sauver 1 500 demi-bœufs et 500 moutons, 7 000 caisses de pommes, 25 000 caisses de conserves de fruits et légumes, 10 000 caisses de conserves de viande, 1 500 sacs de riz, de fèves, de pois, 2 000 quintaux de farine, etc. Grâce à ces vivres furent soignés 40 000 habitants du Havre, ainsi que ceux de Rouen, Fécamp, Yvetot, Amiens, Compiègne, Beauvais et Beaumont [Id.].

Les membres du NSV :

découvrirent des réfugiés dans des écoles, dans une caserne abandonnée, même dans les caves glaciales d'une ancienne usine d'eaux minérales... Des centre d'accueil furent hâtivement équipés, des petites cliniques furent ouvertes. Les médecins français faits prisonniers furent libérés et attachés à ces cliniques. Les « sœurs brunes et bleues » de la NSV (les infirmières) s'occupèrent spécialement des mamans et des enfants. Combien de femmes n'avaient pas accouché le long de la route démunies des soins les plus élémentaires ? Combien même n'en étaient pas mortes ? Un jour un flot de réfugiés arrivés à Abbeville ne comptait pas moins de 300 nourrissons et enfants de moins de 2 ans. Deux infirmières aidées de 2 assistantes sociales allemandes parvinrent à les débarbouiller en un après-midi [Id.].

L'ampleur de l'activité de la NSV en Belgique et en France occupée peut se résumer en quelques chiffres :

En 3 mois, elle distribua 27 millions de repas froids et 15 millions de repas chauds sans compter ceux distribués par la Wehrmacht, la Croix-Rouge allemande et le Hilfszug Bayern. Elle distribua aux mamans et aux enfants plus de 3 millions de pains et 8,5 millions de rations de lait ; 103 000 malades furent soignés, 700 enfants furent mis au monde et 2,6 millions de réfugiés furent hébergés de nuit dans les locaux de la NSV [Id.].

À l'époque, certains se demandèrent si l'action de la NSV n'avait pas été réalisée dans un but de propagande.

Car c'est bien connu : un « nazi » qui se rend coupable d'une mauvaise action agit conformément à sa doctrine ; un « nazi » qui fait une bonne action agit hypocritement dans un souci de propagande. Soucieuse de se faire une opinion, O. Puigauveau raconte qu'elle a benoîtement demandé à l'officier qui commandait le camp de réfugiés pourquoi l'Allemagne était venue au secours des civils belges et des français : « *Il m'a regardé avec étonnement. "Pourquoi ? Mais... par humanité" ** ». C'était si évident qu'à Nuremberg, l'Accusation française, pourtant si prompt à déceler dans tous les actes des Allemands les intentions les plus mauvaises, ne put que jeter un voile pudique sur l'action de la NSV en mai-juillet 1940.

Ces précisions effectuées, j'irai plus loin en vous invitant à lire ce qui était écrit sous l'Occupation. Vous découvrirez que si les Allemands en avaient assez d'une France qui prétendait à l'universalité en matière de doctrine politique, ils ne souhaitaient pas pour autant construire une Europe nouvelle sans leur voisin d'outre-Rhin. En mai 1942, un Allemand, Karl Epting, qui traitait de l'avenir des relations entre les deux pays, écrivit :

Un des grands sacrifices que la France devra consentir à l'Europe nouvelle sera l'abandon de sa prétention à l'universalité de sa civilisation : la France ne devra plus se considérer spirituellement comme l'église universelle, mais comme une unité nationale particulière, déterminée par la race et par l'histoire. C'est en tant qu'unité historique et nationale que la France devra prendre part à la discussion spirituelle des peuples européens en s'intégrant dans la dialectique de l'Europe. Nous ne croyons pas que la France y perdra quelque chose. Nous pensons, au contraire, qu'elle y gagnera beaucoup. En se limitant, la France enrichira les autres peuples d'Europe, car les vraies valeurs françaises ne

* Voy. *La Gerbe*, 23 janvier 1941, p. 1.

seront plus recouvertes par une prétention qui excluait tout dialogue. Le limbe invisible qui sépare les deux pays, restera toujours une frontière. Mais on ne dira plus que d'un côté sont les valeurs, de l'autre le néant ; d'une part la civilisation, de l'autre la barbarie. Mais il y a d'un côté les valeurs françaises, de l'autre les valeurs allemandes. Et les deux univers se mesureront en prenant contact. Le dialogue franco-allemand passe du plaidoyer à la disputation. Mais c'est l'histoire qui donnera la conclusion de cet entretien, dans le cadre de la grande Europe*.

Quatre mois plus tard, dans une sorte de lettre ouverte, une étudiante allemande invita très poliment la jeunesse française à multiplier les contacts avec la jeunesse allemande. On lisait :

Déjà souvent on a fait l'essai de mettre en contact, par correspondance, les jeunes de France et ceux d'Allemagne. Le tempérament allemand, plutôt sérieux et pondéré, aimerait entrer en relations avec les jeunes, vivants et ardents, du pays de France ensoleillé.

Nous autres, les jeunes d'Allemagne, aimons, chez les jeunes français, le sang ardent ; nous aimons la mélodieuse langue française ; les riches contrées françaises nous incitent à faire des voyages pour visiter les belles villes françaises, le beau Midi lumineux de notre voisin de l'Ouest.

Moi, ainsi que beaucoup de nos jeunes filles et jeunes gens, désirons cordialement une amitié étroite entre l'Allemagne et la France et les jeunesse allemande et française, afin de faciliter un échange de pensées et d'idées, ce qui servirait à la compréhension réciproque.

[Signé] Hilde Schulte-Terboven**.

En janvier 1944, un écrivain allemand, Walter Gross, parla ainsi de la France :

* Voy. *Le Pont*, 24 mai 1942, p. 5.

** Voy. *Le Lien*, 18 mars 1943.

Je ne connais aucun pays d'Europe, sauf la France, qui pourrait offrir ce qu'on nomme un « paysage idéal » dans le sens de la perfection naturelle réalisée par elle-même et en dehors de l'homme. De tous les pays, la France est le plus humain*.

Après avoir souligné qu'en France, et surtout en Lorraine, les maisons des villages étaient moins bien agencées qu'en Allemagne, il s'empressait d'ajouter :

Mais comme nous sommes pleins de bonne volonté pour chercher à comprendre ce qui nous étonne de prime abord, nous arrivons aussi à nous rendre compte que cette simplicité sommaire est voulue peut-être par un instinct de la conscience, toute commodité nouvelle devant être payée par un surcroît de dépendance. Et parce que rien n'est plus cher au Français que son indépendance personnelle, nous comprenons qu'il préfère sans doute une vie qui peut paraître moins confortable aux yeux de l'étranger, mais qu'il estime plus humaine pour lui-même [*Id.*].

Quelques semaines après, dans une allocution publique, le capitaine Sauerlaender, chef de la Propaganda-Staffel de Dijon, traita de la nécessité de « donner une nouvelle orientation à l'avenir de l'Europe » et de « développer de nouvelles formes de co-existence ». Loin de parler d'une hégémonie allemande, il précisa :

Certes, ce postulat n'exige pas l'effacement de la personnalité de chaque peuple, telle qu'elle s'est développée au cours de l'histoire... Il s'agit plutôt de modérer les prétentions individuelles dans ce qu'elles ont d'excessif et d'outrancier dans leur caractère dogmatique. Le plus grand obstacle à l'union européenne serait celui d'une intelligence française étroitement enfermée dans un égo-centrisme qui ne reconnaîtrait d'autre valeur que la sienne, ce qui équivaldrait pratiquement à refuser le contact avec les valeurs allemandes. La France est-elle prête à abandonner cette attitude qui l'a déterminée pour une part à entrer dans la guer-

* Voy. *Le Lien*, n° 16, janvier 1944, p. 3.

re ? La réponse à cette question décidera des futurs rapports franco-allemands. En s'ajustant à la dialectique de cette nouvelle Europe sans abandonner ses propres valeurs culturelles, elle trouvera sa raison d'être sous la forme d'une entité parmi d'autres entités nationales telles qu'elles ont été conçues par le sang et par l'histoire*.

Le capitaine énuméra ensuite les principaux partisans français de l'entente, puis il lança :

Si les idées nouvelles et si les hommes nouveaux succombaient en France, l'absence de ce pays dans la communauté européenne pèserait lourdement sur l'édification et sur l'organisation pacifique du continent. Si les éléments nouveaux l'emportent au contraire, entraînant avec eux l'assentiment du peuple français, la France pourra fournir à la Révolution européenne les plus puissants élans. Le démon de la Jeunesse et le fantôme de la vieillesse se disputent l'âme de la France. Puisse la Bergère de Domremy, qui fut l'âme jeune autour de laquelle la France s'est jadis retrouvée, venir encore une fois au secours de la Jeunesse [Id.].

Nous sommes bien loin de l'image du « nazi » détestant la France et souhaitant l'écraser pour prendre sa revanche sur 1918.

Sur le front de l'Est, d'ailleurs, les Allemands respectaient beaucoup les Français qui se battaient à leurs côtés. La LVF reçut le baptême du feu fin novembre 1941. Le 12 décembre suivant, dans son Ordre du jour, le général von Gablenz écrivit à l'adresse des Français :

L'héroïsme de vos camarades tués à l'ennemi et la magnifique tenue de ceux qui ont été blessés donnent une idée de cette valeur dont vos pères ont rempli l'histoire. C'est grâce à cet héritage que les vertus guerrières françaises ont pu se manifester de nouveau.

* Voy. *Le Lien*, n° 18, mars 1944, p. 4.

Soyez toujours conscients que vous êtes les combattants de l'Europe nouvelle et de la renaissance de votre patrie [...]. Pour nous, soldats allemands, nous considérons toujours comme un honneur et comme la garantie des temps nouveaux d'avoir scellé notre fraternité d'armes en versant notre sang en commun sur les champs de bataille*.

Lors des combats, un Waffen SS allemand tomba en voulant secourir un combattant français blessé. Il fut enterré dans un cimetière aux côtés de 20 Français et, sur sa tombe, le lieutenant SS qui commandait les hommes lança :

Mon camarade ! Toi, tu reposes ici en terre étrangère comme premier Allemand à côté de nos camarades Français qui, comme toi, sont morts dans le combat commun. C'est un symbole de notre lutte commune contre l'ennemi de toute l'Europe et, pour toi, un honneur de dormir ici coude à coude avec les fils de la France**.

Propagande destinée au public, me dira-t-on. Mais de nombreux petits faits d'ordre privé confirment la réalité de l'amitié allemande pour les Français. J'en citerai un parmi tant d'autres. Un jeune Nancéien engagé dans la LVF raconte ainsi ce qu'il a vécu à l'hôpital de Smolensk en compagnie de blessés allemands :

[...] quelques instants plus tard, la vue de mon écusson attira autour de mon lit où je m'étais assis tous les hommes de la salle que leurs blessures n'empêchaient pas de se lever. Je fus questionné et je pus, grâce à un prêtre allemand qui me servit d'interprète, répondre à leurs questions. L'un m'offrit des cigarettes, l'autre des gâteaux, un autre de la vodka. [...].

Je dormis quelques heures, d'un sommeil agité, peuplé de cauchemars [...]. Quand je me réveillais, tard dans la nuit, je vis

* Voy. *Le Lien*, n° 13, octobre 1943, p. 4.

** Voy. *Le Lien*, n° 7, avril 43, p. 7.

avec stupeur, posée derrière mon oreiller, une bouteille de champagne. Je regardai le Français couché à côté de moi : lui aussi en avait une, mise là par une main inconnue. J'avais soif, mais je n'osais pas l'ouvrir, craignant qu'elle ne soit pas pour moi. Voyant mon embarras, un sous-officier de SS qui était à proximité et qui, sans doute, ne pouvait dormir, s'approcha de moi. Il parlait un peu le français, ayant fait la campagne de France.

— Bois ! me dit-il, elle est pour toi, camarade.

Je lui en offris, il refusa et alla chercher dans un coin une bouteille à moitié pleine pour trinquer avec moi.

— C'est ma part, me dit-il : chaque soldat a eu le droit d'acheter une demi-bouteille que lui vend un service spécial qui existe, à cet effet, dans l'armée allemande. Le médecin, sachant que les Français aiment le vin, vous a laissé à chacun une bouteille entière et, comme vous dormiez, il l'a payée de sa poche [...].

— Pourquoi nous battre ? me dit-il. Nos deux peuples sont frères, mon père a été tué à Verdun en 14-18, moi j'ai fait celle-ci et mes enfants feront-ils l'autre ? Non camarade, il ne faut pas, c'est fini maintenant, il faut s'entendre ; et en parlant il me serrait la main comme pour mieux faire sentir ses paroles*.

Ce discours d'entente était aussi celui de Français qui, au beau milieu de la fumée des champs de bataille, savaient voir clair. Voici par exemple un document republié pour la première fois depuis 65 ans, la lettre ouverte à Hitler d'un simple cheminot français le 20 avril 1942 :

Monsieur le Chancelier

Je m'excuse tout d'abord, en tant que Français, d'avoir l'audace de m'adresser à vous, mais j'ai tellement à cœur de vous faire ces quelques lignes, depuis si longtemps que j'attends, que je ne résiste pas à la tentation en ce jour mémorable de votre cinquante-troisième anniversaire auquel j'associe tous mes vœux à ceux de votre pays tout entier. J'espère que vous ne m'en voudrez pas et je suis sûr que vous me comprendrez.

* Voy. *Le Lien*, n° 8, mai 1943, p. 7.

Au moment où votre pays et votre peuple, aidés du peuple italien et de son Duce, sont engagés dans une lutte sans merci pour la défense de la justice, du droit au travail et de la liberté de vivre contre les puissances de l'or et des oligarchies juives et financières internationales qui prétendent avoir seules le droit de régir le monde à leur manière, je viens vous assurer, Monsieur le Chancelier, qu'il y a tout de même en notre malheureux pays, un petit nombre de Français qui souhaitent votre victoire.

Je suis un simple petit employé de chemin de fer dans une petite gare de la province française. Je ne veux pas que mon pays recommence les mêmes erreurs qui, en 1870, ont conduit mon grand-père à porter les armes contre le vôtre, mon père en 1914 et moi-même en 1939 ; et cette fois avec tristesse et avec rage contre les criminels pantins qui gouvernaient la France. Et je ne veux pas que dans vingt ans mes fils revoient cela et repartent à leur tour. Non ! Il ne le faut pas et c'est pour cela que j'ai confiance en votre victoire.

Jamais je ne vous ai considéré comme un ennemi. L'Angleterre, oui, ce bastion soi-disant imprenable de la haute-finance, des combines politiques et de la désorganisation mondiale à son profit, maîtresse partout, et prétendant fièrement que vous n'aviez pas le droit de vivre comme les autres, voilà quelle a toujours été la véritable ennemie. Je voudrais tant que les Français, mes compatriotes, arrivent enfin à comprendre cela.

Allemands et Français, nous devons nous entendre, il le faut, c'est la condition essentielle de la paix, mais d'une entente et d'une collaboration loyale et sincère, les yeux dans les yeux, la main dans la main, paumes largement ouvertes et non du bout des doigts.

Avec quelle tristesse j'ai constaté que mon pays avait toujours refusé les offres que vous aviez pu faire en ce sens, et que tous vos efforts pour défendre votre cause, juste et bonne, étaient toujours pris à la légère et tournés en ridicule !

Combien vous avez dû en souffrir vous-même, lorsque vous voyiez que vous n'étiez pas compris et que vous avez dû vous résoudre à employer la force pour défendre votre droit !

Mes parents ont tout perdu dans cette guerre, maison, commerce, situation et tranquillité pour leurs vieux jours. Qu'importe ! Vous n'êtes pas notre ennemi malgré tout et vous devez vaincre ; mon père disait les larmes aux yeux et le cœur serré devant les

ruines de ce qui fut son foyer : « Pourquoi ne nous sommes donc pas entendus avec eux ? Cela ne serait jamais arrivé ! »

Un immense espoir avait gonflé mon cœur lorsqu'à Montoire vous aviez offert à la France de collaborer à votre œuvre constructive. Enfin ! m'étais-je écrié. Hélas ! la main que vous aviez tendue loyalement n'a pas été retenue ; les responsables du régime pourri dont mon pays a failli mourir étaient encore là pour arrêter net les perspectives d'un si bel avenir et contrarier vos efforts. De même on n'a pas compris la portée de votre beau geste rendant à la France la dépouille mortelle d'un de ses fils qui lui sont chers, l'Aiglon !

J'espère, malgré tout, que les yeux de mes compatriotes s'ouvriront avant qu'il ne soit trop tard. Quelques Français énergiques ont vu clair heureusement et essayent de leur faire comprendre et de les diriger dans la bonne voie. Je souhaite qu'ils réussissent et pour le bien de mon pays et pour le vôtre.

Je vous sais gré, Monsieur le Chancelier, que malgré tout cela vous ne nourrissiez aucune haine à notre égard et que vous ne nous considériez pas en vaincus, au sens propre du terme. Et aussi de la façon chevaleresque dont vous traitez les prisonniers français parmi lesquels j'ai un beau-frère qui m'écrivait de quelle bienveillance vos soldats faisaient preuve à leur égard.

De même nous, la population de la zone occupée, ne pouvons que nous louer de la correction et de la politesse de votre armée d'occupation. Nous avons beaucoup à apprendre de vous. Je termine cette lettre en faisant de nouveau mes vœux les plus ardents en ce jour anniversaire, pour le succès de vos armées et le triomphe de votre juste cause pour le bonheur et la paix de nos deux pays.

Vous vaincrez, j'en suis sûr, j'en ai la certitude. Il faut que les forces mauvaises qui nous ont fait tant de mal, soient battues.

Voilà, Monsieur le Chancelier, ce que je tenais à vous dire, je me sens soulagé de vous avoir dit ce que je pensais. Vous verrez que tous les Français ne vous considèrent pas comme un ennemi, au contraire. [...]

[Signé :] Jacques Barberon*.

* Source : *Le Pont*, 19 avril 1942, pp. 3 et 6.

Cette amitié et ce désir d'entente, les Allemands ne la réservaient pas aux seuls Français qui combattaient à leurs côtés sur le front de l'Est. Les travailleurs français en Allemagne (qu'ils aient été volontaires ou non) en bénéficiaient également — et c'est là ma deuxième remarque en rapport avec le texte cité plus haut. Ils n'étaient pas considérés comme des ennemis déportés, mais comme amis alliés dans un combat commun. A ce sujet, je me permettrai de citer Georges Mangeolles, un volontaire du Travail pour la « Relève »* qui, interrogé en 1942, déclara :

Je voudrais maintenant dire aussi quelques mots sur l'attitude et la tenue des ouvriers allemands à l'égard de leurs camarades français. Il y a ici, je l'ai dit, des ouvriers de toutes les nationalités. Or, et mes camarades français ne me contrediront pas, les Allemands sont, parmi tous, les plus corrects à notre égard. Jamais un mot ni une vexation sur notre responsabilité dans la guerre, sur notre défaite ; toujours prêts à nous aider quand

* Imaginée et obtenue par Pierre Laval, la Relève prévoyait que pour le départ 150 000 ouvriers spécialisés vers Allemagne, celle-ci libérerait 50 000 prisonniers de guerre paysans. Après la « Libération », les autorités françaises prétendirent que la Relève avait été une « escroquerie », que P. Laval avait voulu aider l'Allemagne « à son effort militaire » et que la libération des prisonniers obtenue en échange était un « prétexte fallacieux » (voy. *Le procès Laval. Compte rendu sténographique* [éd. Albin Michel, 1946], réquisitoire définitif, p. 29 — « Ainsi commençait l'escroquerie de la relève » — et arrêt, pp. 307-8 — « déportation massive de travailleurs, mis à la disposition de l'Allemagne pour aider celle-ci à son effort militaire, sous le prétexte fallacieux de libérer nos prisonniers ». Pour la réponse de P. Laval, voy. *Laval Parle...* (A l'Enseigne du Cheval Ailé, 1948), ch. IX, pp. 117 et ss. L'accusé expliquait que contre 641 500 départs entre le 5 juin 1942 et le 30 juillet 1942, il y avait eu 110 000 libérations de prisonniers (100 000 paysans, 10 000 sanitaires) et 250 000 prisonniers transformés en travailleurs libres (p. 129).

nous sommes en difficulté, ne nous appelant jamais que « Monsieur » ou « Camarade » et surtout sachant reconnaître notre goût et notre fini au travail. Car si, incontestablement, les Allemands nous sont supérieurs en matière de construction et en technique, ils sont les premiers à accepter les qualités du bon ouvrier français, habitué très souvent à travailler avec du plus vieux matériel, et à faire des réparations que l'on n'est pas habitué à faire ici*.

Certains pourront douter de la sincérité de cette lettre. Je note tout d'abord qu'un autre ouvrier français en Allemagne, qui avait publié un témoignage similaire, écrivit :

je me rends bien compte que les camarades qui vont lire ces lignes diront, naturellement : « C'est encore un fasciste, payé par le parti et tout a été préparé d'avance. » Que mes camarades se rassurent ! Il n'est nullement question de cela. Je parle en toute liberté et je dis très exactement la réception que j'ai eue [en Allemagne]. Il est facile de se rendre à mon domicile, de faire une enquête sur mon compte. Je donne l'adresse de ma firme et suis à la disposition de tous ceux qui désirent des renseignements complémentaires [...].

[Signé :] P. Bouet. 3, rue de Panama, Paris (18e)**.

Mais il y a plus. A supposer que les travailleurs français aient été méprisés, ils ne seraient pas venus en aide à des gens du pays lorsque l'occasion s'en présentait. Or, il est indéniable que, lors des bombardements alliés notamment, des travailleurs français se sont illustrés en sauvant des civils allemands. Dans sa livraison du 22 août 1943, ainsi, *Le Pont* écrivit : « *L'attitude de nos camarades a été très courageuse, et leur dévouement a souvent permis de sauver de nombreuses vies humaines.* »

* Voy. *Le Lien*, n° 1, 15 octobre 1942, p. 5.

** Voy. *La Gerbe*, 17 juillet 1941, p. 4.

nes. » (p. 1). Le journal citait quelques exemples que voici :

Six prisonniers récemment transformés [en travailleurs libres] ont sauvé des flammes une femme paralytique et trois enfants ; ils ont, d'autre part, protégé de l'incendie l'usine dans laquelle ils se trouvaient, et les trois maisons voisines. Ils ont reçu les félicitations de l'œuvre d'assistance nationale-socialiste pour leur dévouement, et leur employeur les a recueillis dans sa propre maison.

Un médecin, le commandant Jouchères, de La Rochelle, a, pendant un bombardement, organisé un poste de secours, et de une heure à huit heures, n'a cessé d'apporter ses soins aux blessés, sauvant ainsi une cinquantaine de personnes.

Une soixantaine de Français des équipes de reconstruction ont travaillé toute la nuit pour dégager des personnes ensevelies sous les ruines et ont réussi ainsi, après des heures d'effort, à sauver de l'asphyxie une centaine d'Allemands [Id.].

De même, à supposer que les travailleurs français aient été réduits à l'état d'esclaves corvéables à merci, sans ressources, parqués dans des bagnes, torturés par le froid, la faim et la maladie, ils n'auraient pas, jusqu'au bout, fait des enfants, formé des troupes théâtrales, des orchestres, des équipes sportives et même « adopté » des enfants français devenus orphelins suites aux bombardements alliés. La seule région de Berlin, où 70 000 Français vivaient fin 1944, comptait à cette époque :

- 207 femmes enceintes et 203 jeunes enfants placés dans des pouponnières (Sternfeld et Weissensee notamment) ;

- 150 groupes d'entre aide chargés d'organiser des collectes et de visiter les 450 malades qui, en moyenne, étaient hospitalisés, soit dans les établissements de la ville, soit à l'hôpital français de Gräferstrasse ;

- 109 foyers de théâtre qui montaient des pièces récentes ou classiques ; des troupes d'artistes qui, au mois d'octobre précédent, avaient monté 45 spectacles (danse, musique, comique...) dans la salle de l'Amicale des travailleurs français à Berlin ;

- 4 000 Français qui avaient souscrit une assurance sportive et qui pratiquaient l'athlétisme (avec des rencontres chaque dimanche), le basket-ball (une trentaine d'équipes), le rugby, la natation, la boxe, l'escrime, la lutte et le catch. Enfin, 85 équipes françaises de football qui organisaient régulièrement des matches et des tournois*.

Tous les lieux où des Français travaillaient avaient leurs équipes de foot, y compris... Auschwitz. Dans son édition du 2 décembre 1944, *L'Écho de Nancy* annonça que « l'équipe du camp français d'Auschwitz » (il s'agissait de travailleurs civils) venait de battre « Kattowitz par 4 buts à 1 ».

A cela, ajoutons l'adoption de petits Français devenus orphelins suite aux bombardements alliés. L'objectif était d'envoyer régulièrement à leur tuteur ou aux communes de l'argent afin d'assurer leur éducation. A ma connaissance, les premières adoptions eurent lieu en 1942. Par la suite, le procédé se généralisa : de France parvenaient des listes d'orphelins proposés aux différentes sections de travailleurs Français. Le 12 septembre 1943, par exemple, *Le Pont* écrivit :

Nous continuons la publication de la liste de nos filleuls qui sont proposés par les mairies de France. Quelques-uns des enfants proposés ont déjà été adoptés. Kiel et Geesthacht ont même choisi

* Voy. *L'Écho de Nancy*, 8 décembre 1944, p. 2.

Faisant suite à l'adoption de nos petites victimes des bombardements anglais, nous avons aujourd'hui la joie de publier la photographie de la petite Emilienne Carpentier, âgée de 5 ans, orpheline totale, dont les parents sont tombés sous les bombes anglaises, à Dieppe.



Grâce au geste généreux de tous nos camarades, nous souhaitons ardemment que notre petite adoptée retrouve ainsi dans la vie future la joie et le bonheur de vivre. A. G.

Une petite orpheline de guerre adoptée par les travailleurs français en Allemagne.

si le même filleul. Dans ce cas, nous sommes contraints de donner la priorité à la plus ancienne demande ou à la plus ferme dans le cas d'une proposition. La dernière liste intéressait les cas les plus urgents. Conservez-la, pour vos premiers gestes de solidarité. Celle

que nous donnons aujourd'hui vient la compléter. Nous vous conseillons de la conserver aussi, et de n'y puiser qu'après extinction de la première. Avec ses remerciements pour vos gentes d'entraide généreux, la Direction de l'Amicale vous adresse ses vœux pour vos jeunes filleuls.

Suivant la liste d'orphelins qui rappelait les drames occasionnés par les bombardements alliés :

Ville de Dieppe

Morice Monique, Liliane et Bernard : père tué.

Albert Jean (17 ans), René (12 ans), Roger (8 ans) : père tué.

Fernand Marthe (11 ans), Guy (9 ans), François (7 ans) : père tué, un frère en Allemagne.

Cousin Gisèle (16 ans), Adolphe (10 ans) : père tué, mère décédée, sœur tutrice.

Ducroq Pierre (1 an) : mère tuée.

Vanvriesbergh Marie-Françoise (4 ans) : mère tuée.

Ville de Dunkerque

Zieba Marie-Thérèse (5 ans) : parents tués.

Guérin Jeannine (9 ans), Pierre (7 ans) : parents tués.

Ville de Boulogne-sur-Mer

Gouley Raymond (16 ans), René (13 ans) : parents tués.

Ville de Rouen :

Cebbron (5 ans) : mère tuée. Mé-

resse (7 ans) : mère tuée. Ari-

gnon (10 ans) : mère tuée. Blivet

Georgette (10 ans) : mère tuée.

Lericheux Pierre (6 ans) : père

tué. Marseille (4 ans) : père tué.

Criquioche (2 enfants, 15 et

8 ans) : mère tuée. Farric André

(9 ans) : mère tuée, père rentré

de captivité depuis juin 43. Bou-

tillien Norbert (11 ans), Gisèle

(4 ans) : père tué. Piel Maurice

(16 ans), Roger (13 ans), Suzan-

ne (11 ans) : parents tués. Revert

Jean-Pierre (10 ans), Gérard

(13 ans) : parents tués.

Ville du Havre

Pavie André (15 ans), Jean (13 ans),

Gilbert (11 ans), Thérèse

(2 ans) : père tué. Cauvin Jean (3 ans) :

parents tués. Guilbert

Antoinette (11 ans), Yvon (13 ans),

Mabire Renée (17 ans), Clau-

dine (15 ans), Jacqueline (9 ans),

Dominici Odette (19 ans), Pier-

rette (17 ans), Roger (13 ans),

Claudine (6 ans) : père tué. Tetevel

Robert (14 ans), Marcel (13 ans),

Claude (10 ans) : père tué. Le

Dantec Sylvienne (8 ans) : parents

tués. Lechevallier Colette

(9 ans) : parents tués. Mondet

Andrée (19 ans), Alfred (15 ans),

Suzanne (12 ans), Paul (4 ans) :

père tué. Lecariat Emile

(14 ans), Claude (8 ans) : père tué.

Nouvelles adoptions :

Amicale de Emden : Magnier Madeleine (5 ans), Rémy et Christiane (4 ans) de Dieppe.

Amicale de Mari-Hülls : 6 enfants de camarades tués : Rabinand (4), Foléot et Frémont.

Amicale de Blechhammer : Grippay, 3 enfants de Boulogne-Billancourt (Gérard, Marie-Thérèse et Francine, 9, 7 et 5 ans).



Le 22 août 1943, le journal des travailleurs français en Allemagne annonce l'adoption de six frères et sœurs dont les parents avaient été « libérés » par les bombes anglo-américaines...

Amicale de Kiel : Lukassen Bernard de Boulogne-Billancourt.

Amicale d'Erfurt : Clauzel Françoise de Boulogne-Billancourt (6 ans).

La Direction de l'Amicale adresse aux nouvelles marraines ses félicitations pour leur geste de générosité toute spontanée. Elle rappelle que les envois de fonds sont à adresser à : Services Financiers de la Délégation, Berlin, Pariser Platz 5, qui transmet aux responsables en France (tuteurs ou communes).

Le Pont, 23 mai 1943, p. 1

Section de Glinde

UNE NOUVELLE FILLEULE DE L'AMICALE



Cette charmante petite fille, Thérèse Laudry, qui a perdu ses parents au cours d'un bombardement de Dunkerque, a été adoptée par nos camarades de Glinde qui sont tous très fiers d'elle et veulent la gâter beaucoup. Nous félicitons l'amicale de Glinde pour ce joli geste et cette bonne action, et nous espérons que beaucoup d'autres camarades l'imiteront, car il y a, hélas! beaucoup de souffrance parmi les petits enfants de France.

Enfin, j'ajoute que, contrairement aux familles de déportés, les familles d'ouvriers partis en Allemagne bénéficiaient d'aides sociales allemandes, à commencer par une aide immédiate, le temps que la personne partie outre-Rhin puisse faire parvenir aux siens une partie de l'argent gagné. Rien qu'en 1943, 180 millions de francs furent versés à ce titre par des organismes allemands*. Les familles d'ouvriers pouvaient en outre assister gratuitement à des représentations théâtrales, cinématographiques, de cirque etc. (*Id.*). Enfin, en cas de décès (notamment par suite des bombardements alliés**), elles recevaient une rente égale à celle qui était accordée lorsque la victime était allemande (*Personenschaedenverordnung* du 10 novembre 1940) ; une somme mensuelle de 1 000 F était allouée à la femme, augmentée de 500 F par enfant à charge, jusqu'à la réception de l'avis définitif de rente***. A cela, il fallait ajouter une somme spéciale allouée pour les obsèques de la victime ainsi qu'une « indemnité décès »****.

Le journaliste de *Paris-Soir* avait donc raison de prétendre que, « loin d'être une déportation pleine de dangers, d'oppression et de restrictions de toutes sortes »,

* Voy. *Paris-Soir*, 10 mai 1944, art. intitulé : « L'action sociale en faveur des familles des ouvriers français travaillant en Allemagne ».

** Le 8 octobre 1945 ; le secrétaire général de la fédération nationale des Travailleurs déportés et de leurs famille, M. Beauchamp, déclara : « Ces jeunes Français ont eu là-bas une vie extrêmement difficile [...]. Ils ont été soumis à des bombardements incessants, ils ont eu faim, ils ont eu froid » (voy. *Le procès Laval...*, déjà cité, p. 233).

*** Voy. *Paris-Soir*, 10 mai et 29 avril 1944, art. intitulé : « La vérité sur les bombardements en Allemagne ».

**** Voy. *Foyer-Travail*, décembre 1942, page intitulée : « L'actualité ouvrière ».

l'importation de main-d'œuvre en Allemagne, y compris dans le cadre du STO, offrait « pour l'ouvrier et sa famille un ensemble d'avantages conçus et réalisés dans l'esprit le plus généreux de la fraternité européenne »*.

Ces précisions effectuées, revenons à notre sujet de départ. Finalement, la vérité est celle-ci : en quatre ans d'occupation, les Allemands ont déporté de France non pas 2,5 millions de personnes, mais environ 250 000. Même en admettant l'estimation française produite à Nuremberg et selon laquelle l'occupant aurait fusillé 30 000 personnes* (ce qui est manifestement exagéré), on arrive à moins de 300 000 victimes. Sur une population de près de 40 millions d'habitants, cela fait une proportion inférieure à 0,75 %. Présentés ainsi, c'est-à-dire sans ajout malhonnête, les chiffres parlent d'eux-mêmes : ils infirment la thèse officielle selon laquelle de 1940 à 1944, la France aurait vécu à l'heure de la « terreur nazie ». Jean-Marie Le Pen a donc eu raison de dire que l'occupation en France « n'a pas été particulièrement inhumaine ».

Par conséquent, je ne saurais trop vous recommander la plus extrême méfiance face aux titres accrocheurs. Lisez bien les articles ; très souvent, vous y découvrirez dans le corps la réfutation du titre.

Un mot pour finir. On entend souvent dire : « Même s'il n'y avait eu qu'une victime, c'est une de trop ! » A supposer que cet « argument » soit valable, il aurait été inutile de mentir en additionnant frauduleusement différentes catégories de gens partis pour l'Allemagne entre

* Voy. *Paris-Soir*, 10 mai 1944, déjà cité.

** *TMI*, XXXVII, p. 212

1940 et 1944, cela afin de parvenir à une estimation supérieure à 2 millions. Il aurait suffi de dire : sous l'Occupation, 250 000 personnes ont été déportées ; c'est 250 000 fois trop.

Le fait que, dès 1945, la presse ait triché pour gonfler les estimations démontre qu'il faut « faire du chiffre », donc que « l'argument » cité plus haut n'a aucune valeur. Le menteur l'invoque lorsque, ses trucages ayant été découverts, il tente de maladroitement de sauver les conclusions qu'il en tirait. Ne nous laissons pas prendre à ce grossier stratagème. Répondons-lui : vous avez prétendu démontrer que les « nazis » étaient des monstres en alléguant qu'ils avaient déporté (et tué) des millions de personnes. Maintenant que vos estimations sont reconnues fausses et qu'elles doivent être divisées par dix, n'allez pas dire que, de toute façon, un seul, c'est un de trop. Reconnaissez tout bonnement que vos conclusions bâties sur ces chiffres erronés sont à rejeter, donc que l'histoire de l'occupation est à revoir.

Veillez...

Vincent Reynouard

Catalogue de nos publications disponible sur :

<http://vho-france.webs.com>

ou à l'adresse suivante

**M. Urbain CAIRAT
C.P. 1528
CH-1820 Montreux**